

JACKIE ASSAYAG

« Déjà lu »

## L'héritage colonial de l'anthropologie en Inde\*

creative commons  
  
 Persée BY: NC SA

Depuis au moins trente ans la recherche sur l'Asie du Sud fait l'objet d'un réexamen. Sociologues, anthropologues, ethnologues et historiens se sont progressivement interdits de découper et de réifier les groupes sociaux en en faisant des entités « naturelles » ou des strates déposées par le passé. Qu'ils soient hommes de « terrain » ou de textes, les indianistes au sens large se refusent désormais à considérer que les castes et les communautés soient des espèces ou, pire encore, des races répertoriées dans le grand musée de l'Humanité. Aujourd'hui, la profession a définitivement et heureusement renoncé aux catégories et aux modèles du savoir que l'expérience coloniale britannique avait légués aux sciences dites humaines, notamment cette conception évolutionniste de l'homme et des sociétés qui servit pour une bonne part de justification, sous l'appellation de « mission civilisatrice », aux conquêtes de l'impérialisme victorien. Et, qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, la floraison actuelle des études « déconstructionnistes » appliquées aux castes indiennes témoigne du dynamisme du chantier sociologique ainsi ouvert et de la conscience qu'ont les indianistes de son importance pour la compréhension de la société indienne en son entier. Il n'est jusqu'à l'accumulation de recherches tant monographiques qu'historiques, surtout quand elles se sont expressément voulues ethno-historiques, qui n'ait conforté cette rupture méthodologique qu'à seule fin de périodisation qu'on pourrait qualifier de « post-coloniale ». Au bout du compte, en dépit d'outrances nominalistes et de la

\* À propos de K. S. SINGH, *An Introduction*. Delhi, Oxford University Press, 1992, 234 p. (Anthropological Survey of India. « People of India. National Series I ; *The Scheduled Castes*, *ibid.*, 1993, 1 365 p. (*ibid.*, National Series II) ; *An Anthropological Atlas : Ecology and Cultural Traits, Language and Linguistics Traits, Demographic and Biological Traits*, *ibid.*, 1993, 156 p. (*ibid.*, National Series XI).

routine qui menace, l'affaire est entendue : groupes, castes et communautés sont des produits fabriqués *dans et par* l'histoire.

En schématisant volontairement à l'excès, on dira que ce changement réside dans le passage d'un modèle simple à un modèle complexe : ce dernier supposant des formes sociales en permanente hybridation, au contraire du premier qui considérait les groupes comme des isolats. Au lieu de saisir les groupes comme autant de blocs préconstitués, les chercheurs explorent le faisceau changeant de leurs relations, le réaménagement des frontières qui les séparent et les identifient, l'ensemble des transactions matérielles et immatérielles qui s'organisent à leurs points de contact. Et la variation des échelles d'observation est en passe de remplacer le privilège naguère accordé aux structures et aux totalités. À n'en pas douter, il s'agit donc bien d'un nouveau régime sociologique, à l'intersection de l'anthropologie et de l'histoire, qui s'intéresse plus aux processus qu'aux formes stables, plus aux réseaux qu'aux *corporate groups*, moins aux catégories substantives aux traits figés qu'aux systèmes de codification des différences culturelles entre groupes voisins, davantage enfin aux tactiques et autres stratégies négociées qu'aux patrimoines hérités. En conséquence de ce renouvellement de perspective, l'historicité des échanges mutuels entre les différents types de groupes sociaux, mais également leurs relations aux pouvoirs périphériques ou centraux, permet d'interpréter aussi bien leur configuration actuelle que la dynamique de leur reproduction. Vus comme des procès d'identification réciproque dans une configuration elle-même en mouvement, les groupes revêtent des formes distinctes dans un champ concurrentiel où les acteurs élaborent ces représentations d'eux-mêmes et des autres qui sont synonymes de ce que le jargon récent appelle les « revendications identitaires ». Bref, désormais attentive aux sociogénèses et aux dynamiques culturelles, l'anthropologie indianiste devient à son tour respectueuse du caractère pluriel de ses objets.

Rappelons toutefois que cette révision n'est pas propre au domaine indien. La voie fut en effet ouverte dans les années 60-70 par les travaux américains volontiers enclins, melting-pot oblige, à l'étude des sociétés pluri-ethniques. Sans vouloir retracer une généalogie où ethnométhodologie, pragmatisme et interactionnisme entretiennent des rapports de cousinage fécond, on notera que c'est au croisement d'une sociologie attachée à mettre en évidence le caractère « constructiviste » de la pluralité des formes de sociabilité et d'une série de monographies « culturalistes » consacrées à la notion d'« ethnicité » (et de celles, consécutives, de « frontière » et d'« identité collective ») qu'une nouvelle intelligibilité des groupes sociaux s'est amorcée<sup>1</sup>. Une conception qui se voulait exempte de connotations évolutionniste, positiviste ou raciale.

S'agissant de l'Inde, c'est à l'essai de Bernard Cohn, « The Census and Objectification in South Asia »<sup>2</sup>, que l'on doit la formulation la plus stimulante de l'idée

1. Voir par exemple le célèbre ouvrage de F. BARTH, ed., *Ethnic Groups and Boundaries. The Social Organization of Culture Differences*, London, Georges Allen & Unwin, 1969.
2. En réalité, le manuscrit de l'article de B. S. COHN, « The Census, Social Structure and Objectification in South Asia », paru dans *An Anthropologist Among the Historians and Other Essays*, Delhi & London, Oxford University Press, 1987 : 224-254, circula dans le milieu académique dès 1970.

— depuis lors maintes fois reprise et retravaillée — selon laquelle le recensement et la tabulation des populations du sous-continent par le gouvernement colonial britannique, loin d'être les instruments neutres d'un recueil de données, aboutirent à forger une collection d'espèces sociales pourvues de traits à la fois spécifiques et distincts qui répondait à un mode colonial de gestion de l'espace et des hommes : ce que cet historien appelle justement l'« objectivation statistique ». D'abord entrepris dans le but d'asseoir l'assiette de l'impôt foncier (jusqu'en 1870), cet inventaire s'orienta ultérieurement (de 1870 à 1931) vers un classement panoptique des populations dominées. Et, dès 1881, il prit la forme de vastes recensements de populations. Or ce travail de collecte, à la fois systématique et bureaucratique, concourut à fabriquer une myriade d'entités sociales et/ou culturelles pour une bonne part artificielles : l'administration coloniale subsuma en effet sous des appellations de castes ayant une signification régionale des agrégats de groupes ou de segments de groupes plus ou moins hétérogènes, mais naguère autrement flexibles et à l'identité plus labile. L'État prédateur réussit d'autant mieux à faire exister de tels artefacts taxinomiques qu'il s'efforça dans le même temps de les classer selon un ordre hiérarchique avant de décider ultérieurement d'aider les sections les plus défavorisées à se promouvoir socialement. On imagine aisément la lutte qui s'ensuivit.

De ce système les anthropologues héritèrent, lorsqu'ils n'avaient pas eux-mêmes contribué à le fabriquer : c'est chez les administrateurs coloniaux, on le sait, que se recrutèrent les premiers ethnologues et cette confusion des rôles, expression de la volonté de savoir sur le colonisé, a fait naître le soupçon aujourd'hui partagé dans la profession que l'interprétation globale du système des castes selon un schème à la fois fonctionnaliste, hiérarchique et substantialiste était moins le reflet de la « réalité indienne » que le produit de la domination coloniale alors au zénith de sa puissance. Conception que l'on croyait abandonnée à jamais aux défenseurs de cet Empire britannique « sur lequel le soleil ne se couchait jamais » et dont le sous-continent fut assurément le joyau.

Or quelle n'est pas notre surprise de voir paraître aujourd'hui une série d'ouvrages dont et le projet et les résultats se moulent dans l'« armature d'acier » (*steel frame*) de l'*épistémé* du *Raj* britannique et ce — notons-le en passant — contrairement à ce qu'annonce le premier volume d'introduction dont les perspectives théoriques restent lettre morte. Monumentale entreprise dont le maître d'œuvre, K. S. Singh, confesse dans une note liminaire, exemplairement indifférente aux progrès de la recherche anthropologique et sociologique, qu'elle répond à des objectifs fixés... il y a quarante-cinq ans, soit deux ans avant l'Indépendance de l'Inde (1947) !

La continuité avec la perspective coloniale n'étonne donc pas, sauf à la voir se concrétiser dans les années 90 par une large équipe d'anthropologues, comme si les séries célèbres des *Imperial Gazetteers*, des *Districts Gazetteers* et autres *Castes and Tribes* du tournant du xx<sup>e</sup> siècle, ces compilations sélectives qui ont fait les belles heures d'une anthropologie conjuguant l'ethnographie sur un mode souvent racialisé, étaient toujours d'actualité. Outre une conception disciplinaire désuète, une telle approche ne peut manquer de susciter l'inquiétude lorsqu'on connaît l'ethnisation croissante des notions de caste ou de tribu dans l'Inde contemporaine et

rappelle la volonté de purification que professent les militants des communautés les plus actives.

Globalement titré *People of India*, cet *opus magnum* ne comptera pas moins de quarante-trois volumes : onze traiteront de l'Inde dans son ensemble et trente-deux se focaliseront sur les États régionaux et les territoires de l'Union (dont deux d'entre eux sont déjà parus sur le Sikkhim et Goa). Œuvre d'autant plus gigantesque — à l'échelle, il est vrai, du sous-continent — que le volume deux, par exemple, compte à lui seul 347 pages !

Selon la formulation des éditeurs-préfaciers, l'encyclopédie fut entreprise pour mettre fin à l'ignorance concernant des myriades de communautés, tribus et castes qui peuplent l'Inde ; et les contributeurs de mettre sur le même plan les aspects tant matériels que culturels, y compris l'impact du développement et l'écologie, tant le langage et l'écriture que les variations biologiques, comme si chaque groupe était un peuple, un sang, un sol ! Au moins dans les volumes parus le risque n'est jamais perçu d'étiqueter ces entités, qu'on n'ose dire sociologiques, sur le tableau fixiste des espèces données de l'indianité. Derrière cet ambitieux projet anthropologique se profile en réalité un répertoire d'inspiration « folkloriste » d'environ 4 635 communautés (sur 6 748 envisagées). Un catalogue optant pour une présentation d'abord alphabétique puis régionale que concoctèrent — excusez du peu — 3 000 chercheurs (!), nous apprend la note introductive qui cède au vertige quantitatif. Ainsi, sont-ce quelque 500 enseignants, hommes de « terrain » et officiers gouvernementaux, provenant de 196 institutions, qui séjournèrent (collectivement) 26 510 jours sur le « terrain » aux côtés de 24 951 « key informants » ! Ce qui correspond, nous dit-on, à une moyenne de « 5 'informed' informants per community » et de 5,5 jours passés dans chacune de ces communautés ! Toutes les données furent obtenues au moyen de « questionnaires strictement structurés », au nombre de 3 581 dans les villages et 1 011 dans les villes ; villages et villes sélectionnés dans 421 districts et 91 « régions culturelles » ! Si on suppose que le lecteur doit rendre les armes devant une telle tour de Babel anthropologique, soyons sûr en tout cas que le constat : « The descriptive material, running into 120 manuscripts volumes, and the quantitative data contained 257 diskettes » eût fait blêmir de jalousie les fonctionnaires du *British Raj*.

À aucun moment il ne vint à l'idée de cette imposante équipe de chercheurs la nécessité d'une réflexion préalable sur les « objets » sociologiques dont ces volumes prétendent rendre compte<sup>3</sup>. Qu'il convenait de s'interroger sur ce que pouvait bien désigner dans cette Inde contemporaine, menacée par les séparatismes identitaires, une caste, une communauté, une tribu. Nulle part n'affleure le souci de savoir, par exemple, si les réponses aux « stricts questionnaires » conduits par des officiers gouvernementaux n'avaient pas subi quelques distorsions ; où encore, s'ils étaient fiables et non équivoques, c'est-à-dire nullement susceptibles de donner lieu à des interprétations divergentes sinon contradictoires. Aucun des 3 000 collaborateurs ne semble avoir jugé utile de fournir aux lecteurs des éléments critiques afin d'expliquer ce que pouvait bien signifier, pour la diversité composite des Indiens,

3. Pour une entreprise salutaire de ce type, on lira : J.-L. AMSELLE & E. M'BOKOLO, eds., *Au cœur de l'ethnie. Ethnie, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte, 1985.

faire groupe, rappeler une affiliation, afficher une appartenance, revendiquer une identité. Et surtout de l'expliciter dans le cadre politique démocratique actuel et le développement de l'économie de marché. Certes, la tâche n'est pas aussi aisée qu'il y paraît, notamment au regard de la littérature diluvienne sur le sujet. Mais elle eût été assurément plus heuristique que celle, se prétendant anthropologique, qu'Edmund Leach comparait déjà à une collecte de papillons. En somme, à aucun moment n'a germé l'idée, pourtant devenue triviale, que ces groupes, dont les limites varient en fonction des contextes d'analyse, occupent en réalité des positions relatives dans un champ constitué par l'histoire, et surdéterminé au moins autant par les intérêts économiques que par les choix politiques.

Une telle conception à la fois quantitative et dogmatique des disciplines ethnographiques, anthropologique et sociologique semble pourtant soumise depuis quelques années à la loi des rendements décroissants. Sous prétexte de constituer une banque de données — comme il est de mode et dont on ne mesure plus la pertinence qu'au seul critère d'exhaustivité —, doit-on abandonner tout effort de réflexion ou d'inventivité, toute tentative de problématiser les recherches dans des cadres plus exigeants. Et l'urgence disciplinaire n'est-elle pas de rendre les enquêtes plus conformes aux interrogations d'un présent qui est inséparable de cet héritage des erreurs sanctionnées que l'épistémologie a pour fin d'étudier ? Quant à la préface du prestigieux sociologue M. N. Srinivas, en appelant à une anthropologie empirique (au sens le plus strict) qui serait spécifiquement indienne, et qui s'élève violemment contre les engouements passagers des écoles anthropologiques, notamment américaines, on ne voit guère comment elle peut répondre aux défis que doit relever la discipline aujourd'hui ; et mieux vaut passer sous silence la tentation (passablement jdanovienne, mais récurrente en Inde) d'une anthropologie qui répondrait aux seuls critères indigènes ou nationaux.

Mais, plus grave et plus inquiétante, la carence méthodologique se double d'une régression qu'on peut qualifier de politique. On a omis de mentionner que ce projet surdimensionné mais sous-conceptualisé fut conçu, entrepris, réalisé, financé par le très officiel *National Survey of India*, sous la houlette de K. S. Singh qui en fut le directeur général de 1984 à 1993. Or cet organisme de recherche (anthropologique) et de conservation (archéologique) est bel et bien l'émanation du Gouvernement de l'Inde moderne. Et de s'étonner alors que les milieux scientifiques d'un pays qui a construit son indépendance dans et par une lutte anti-coloniale exemplaire inscrivent leur projet intellectuel dans le droit fil des instruments de savoir que forgea ce qu'on appela, par euphémisme, la *pax britannica*. Un peu comme Athènes, vaincue par Rome, triompha.

*Institut français de Pondichéry*  
10, St Louis Street, PB 33  
Pondichéry 605001  
Tamilnadu  
INDE

MOTS CLÉS : caste — colonialisme — identité — épistémologie — Inde